



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

LES CONTRATS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

Fiche 2.3

Lutter contre la pollution lumineuse et développer les trames noires



Contrat de
Transition
Écologique

UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

Le concept de trame noire, après ceux de trames verte et bleue, est apparu dans l'espace public depuis quelques années : il s'agit d'aménager un corridor écologique nocturne, sans pollution lumineuse. Des travaux scientifiques ont en effet montré que la lumière artificielle liée à différents équipements (comme l'éclairage public et privé) avait des effets immédiats sur de nombreuses espèces et leur cycle de vie.

Les lois issues du Grenelle I et II de l'environnement et la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 ont posé les jalons d'une réponse publique à ces problématiques de pollution lumineuse. Ainsi, des **décrets** spécifiques sur les nuisances lumineuses (**décret n°2011-831 du 12 juillet 2011**), sur les équipements publicitaires (**décret n°2012-118 du 30 janvier 2012**) et un **arrêté** sur l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels (arrêté du 25 janvier 2013) ont contribué à doter l'État de réponses pratiques.

Sur la publicité notamment, la publicité lumineuse est interdite dans les plus petites agglomérations et celle numérique l'est également dans certains espaces sensibles tels les parcs naturels régionaux. Là où ces publicités sont admises, elles sont soumises à autorisation préalable (ou à déclaration préalable pour celles générant le moins de nuisance lumineuse) et doivent répondre à des règles propres notamment en matière de surface. Des règles d'extinction sont prévues entre 1h et 6h du matin ou définies par les collectivités via le règlement local de publicité dans les unités urbaines de plus de 800 000 habitants.

L'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, la réduction et la limitation des nuisances lumineuse, est venu compléter cet édifice, en rappelant les prescriptions utiles pour

notamment limiter les effets de la pollution lumineuse sur la biodiversité.

En outre, les trames noires peuvent être intégrées dans le PLU(i), qui peut prévoir des zonages spécifiques aux continuités écologiques, y compris en zone aménageable, dans lequel il peut imposer des contraintes techniques. Il peut aussi imposer le respect de performances environnementales dans certains secteurs, ou conditionner au respect de ces performances des majorations du volume constructible.

QUEL PLAN D'ACTIONS POUR VOTRE TERRITOIRE ?

■ 1^{re} étape : élaborer une cartographie de l'éclairage lumineux du territoire

Si diverses actions peuvent être entreprises pour lutter contre la pollution lumineuse, elles démarrent toutes par une cartographie des points lumineux du territoire (ortho-luminoplan). Lorsque cela est possible, une cartographie par drone doit être privilégiée. Elle peut être complétée par l'acquisition de données supplémentaires auprès de gestionnaires ou de partenaires.



La Communauté de communes Cœur Haute-Lande a engagé une étude de la pollution lumineuse de son territoire, afin de cartographier les points sensibles. Pour en savoir plus, cliquez ici.

📞 Jean-Philippe Ruguet, chargé de mission au PNR des Landes de Gascogne
jp.ruguet@parc-landes-de-gascogne.fr 05 57 71 99 98

■ 2^e étape : mener des actions de sensibilisation sur les effets positifs d'une trame noire

La réalisation d'une trame noire suppose une évaluation de la pollution lumineuse et de sa justification, en fonction de la cartographie des points lumineux, des territoires à risque (cours d'eau et leurs abords), des corridors écologiques, où des animaux peuvent se déplacer. Des actions peuvent donc permettre de sensibiliser la population, de trouver des compromis, voire de faciliter l'acceptabilité citoyenne : ateliers de découverte de la faune nocturne, événements d'extinction lumineuse, charte des bonnes pratiques avec des prescriptions techniques sur l'éclairage, etc.



La Communauté de communes du Royans-Vercors a lancé un programme de rénovation et de modération de son éclairage public. [Pour en savoir plus, cliquez ici.](#)

📞 **Emmanuel Jeanjean**, chargé de mission au PNR du Vercors emmanuel.jeanjean@pnr-vercors.fr
06 87 77 20 42

■ 3^e étape : porter une candidature Réserve internationale de ciel étoilé (RICE)

Selon la définition qu'en donne l'International Dark-Sky Association (IDA), une réserve internationale de ciel étoilé (RICE) est un espace public ou privé de grande étendue jouissant d'un ciel étoilé d'une qualité exceptionnelle et qui fait l'objet d'une protection à des fins scientifiques, éducatives, culturelles ou dans un but de préservation de la nature. La réserve doit comprendre une zone centrale où la noirceur naturelle

est préservée au maximum et une région périphérique où les administrateurs publics, les individus et les entreprises reconnaissent l'importance du ciel étoilé et s'engagent à le protéger à long terme. L'IDA définit également les communautés et les parcs de ciel étoilé.

La RICE consiste en un partenariat établi entre les différents propriétaires et/ou administrateurs du territoire sur la base d'une reconnaissance de la valeur du ciel étoilé, laquelle se concrétise sous forme de réglementations, d'ententes formelles, ou encore d'une planification à long terme.



Le parc naturel régional des Préalpes d'Azur et le Parc national du Mercantour ont été labellisés RICE en 2019, tandis que le Département de Corrèze porte une candidature au label. [Pour en savoir plus sur leurs démarches, cliquez ici et là.](#)

📞 **Violette Janet-Wioland**, au PNR de Millevaches en Limousin v.janet-wioland@pnr-millevaches.fr
05 55 96 97 23

📞 **Bénédicte Elboudali**, chargée de mission au PNR des Préalpes d'Azur belboudali@pnr-prealpesdazur.fr
06 29 36 23 24



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*